

Le discours du Trône

il s'agit là d'initiatives de développement économique régional qui visent à axer toute notre attention sur les régions du pays qui, de temps à autre, ont besoin de l'aide du gouvernement.

Monsieur le Président, ma province, par exemple, a mis en oeuvre une méthode plutôt spectaculaire et constructive pour favoriser ou lancer le processus de diversification de l'économie de la Saskatchewan.

Le Programme des obligations communautaires tend non seulement à lier les localités entre elles, mais également à favoriser leur développement économique. Il s'agit là d'un moyen d'encourager les habitants à investir dans leurs propres collectivités. On y parvient en se basant sur le principe de l'investissement communautaire. Ainsi, ce programme permet de tisser des liens entre les diverses localités.

Durant les années qui ont suivi immédiatement la Confédération, il était de bon ton de reprocher au gouvernement central de ne pas tenir compte des besoins régionaux.

De nos jours, des mouvements populistes apparaissent pour faire connaître leurs objections et offrir une nouvelle façon de procéder ou une réforme du système. Ces mouvements populistes sont aussi nouveaux que le temps lui-même. Selon moi, leurs revendications n'ont pas plus de valeur que dans le passé.

La recherche que j'ai entreprise montre que le gouvernement fédéral tient compte des intérêts de nos régions, surtout récemment en ce qui concerne le ministère des Approvisionnement et Services. Dans les deux années précédant 1989, les achats du gouvernement fédéral dans ma circonscription se sont élevés à 3,5 millions de dollars environ. Dans les deux années qui ont suivi, les dépenses du gouvernement ont été de l'ordre de 5,5 millions de dollars. Encore la semaine dernière, dans ma circonscription, la Westbridge Computer Corporation a décroché un contrat de 12,6 millions de dollars du ministère des Approvisionnement et Services.

Des voix: Bravo!

M. Schneider: Il ne s'agit pas d'une faveur. La Westbridge Computer Corporation est une organisation de calibre international, et je suis fier de la compter parmi les entreprises de haute technologie de Regina.

Le gouvernement fédéral continue de s'assurer de l'efficacité de ses politiques d'achats dans les régions. Elles fonctionnent en Saskatchewan, comme je l'ai montré.

Nous avons accompli beaucoup de choses depuis 1984, mais nous devons redoubler nos efforts pour assurer la prospérité future du Canada.

Il n'appartient pas uniquement au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour nous assurer un avenir encore plus prospère. Il n'existe pas de solution miracle aux défis que nous devons relever.

Comme de nombreuses entreprises privées l'ont appris, il importe souvent plus, pour augmenter la productivité, d'améliorer la façon dont on fait une foule de petites choses que de tenter d'apporter un gros changement en oubliant le reste.

Nous devons tous collaborer afin de repenser la façon dont nous fonctionnons et de redéfinir le rôle du gouvernement, des syndicats et de l'entreprise. Nous nous devons d'examiner la qualité de notre investissement dans l'éducation et la formation ainsi que dans l'infrastructure publique, les biens d'équipement, la recherche et la technologie.

Il est également essentiel de déterminer comment promouvoir la compétitivité sur le marché national. Nous devons examiner comment multiplier nos débouchés à l'étranger. Nous devons enfin nous demander comment améliorer notre gestion, de l'atelier au conseil d'administration.

Pour toutes ces raisons, le gouvernement lance un nouveau programme de prospérité. Nous demandons à tous les Canadiens de travailler ensemble pour qu'au moins 2,5 millions de nouveaux emplois soient créés d'ici l'an 2000 et pour augmenter d'au moins 25 p. 100 le revenu réel des habitants de notre pays.

Ces objectifs ne manquent pas d'ambition, mais nous pourrions les atteindre en demeurant un pays uni. Nous invitons les gouvernements provinciaux à travailler avec nous à l'abolition des obstacles au commerce interprovincial d'ici 1995. Cette seule mesure pourrait entraîner des économies de 250 dollars par année pour chaque Canadien en diminuant le prix des biens et des services qu'ils achètent, ce qui représente des économies de 6 milliards de dollars pour l'ensemble du pays.

Parallèlement, nous proposons de collaborer avec les gouvernements provinciaux, les enseignants et l'industrie afin de fixer des objectifs en matière d'éducation pour l'an 2000, lesquels viseront à réduire de moitié le taux d'analphabétisme, à faire en sorte que 95 p. 100 des Canadiens terminent leurs études secondaires et à quadrupler la formation offerte par les employeurs.

C'est pourquoi le gouvernement fédéral entend publier d'ici l'été deux importants documents de travail liés à son programme de prospérité: le premier portera sur l'éducation et la formation; le second sur l'industrie, l'innovation et le commerce. Ces deux documents serviront de cadre à des discussions nationales sur les mesures que nous devons prendre ensemble afin d'assurer la